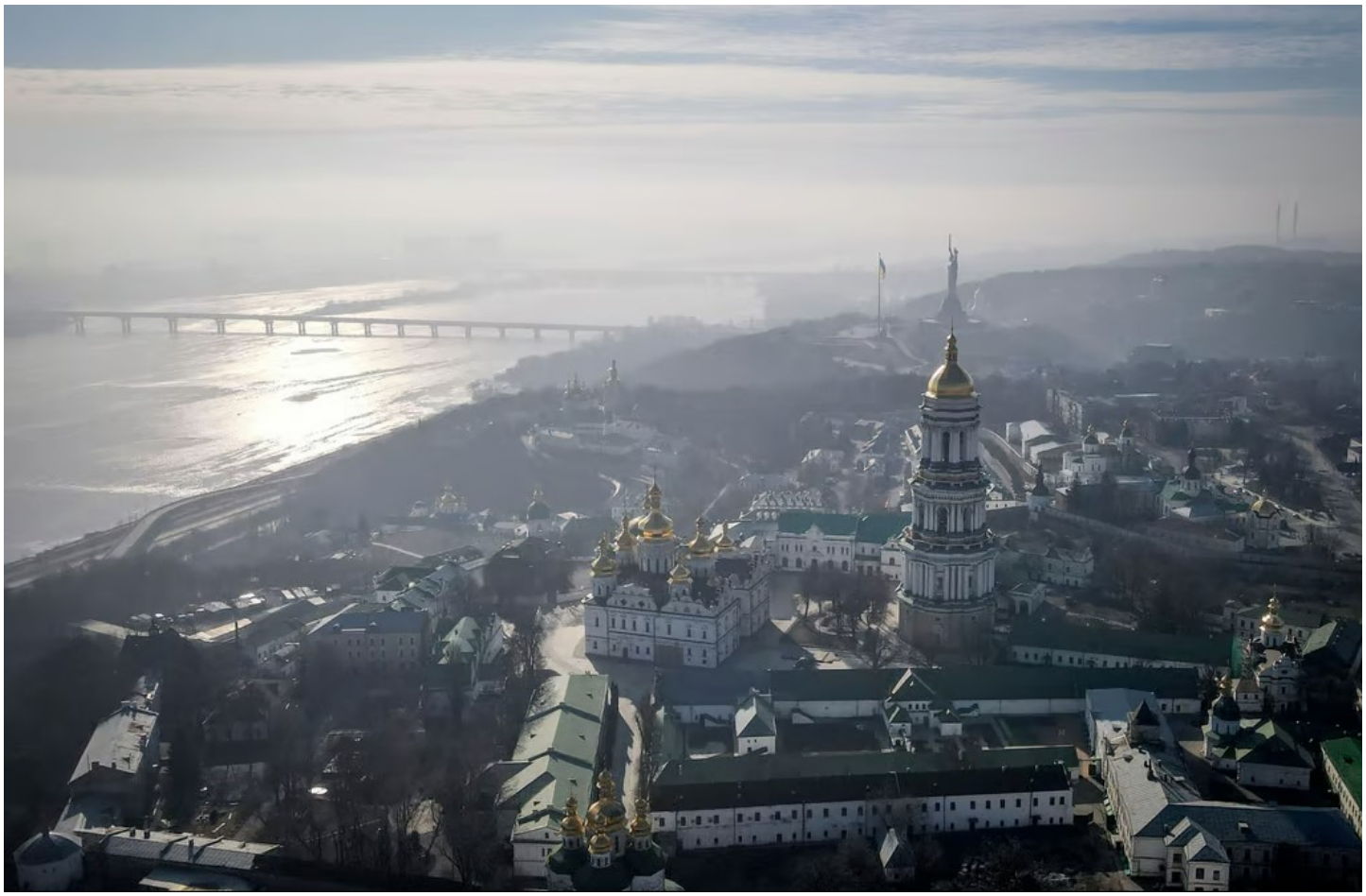
NOUVELLES > SERVICES FINANCIERS

Les 50 milliards d’euros de l’UE pour l’Ukraine ne sont pratiquement rien

Alors que les Républicains contrecarrent les efforts américains visant à approuver 60 milliards de dollars pour Kiev, l’Europe fait face à une facture encore plus lourde. Quoi ensuite ?



Pour Kiev, l'un des risques les plus importants est qu'un déficit d'aide risque de l'entraîner sur la voie inflationniste de l'impression de sommes importantes d'argent frais | Fadel Senna/AFP via Getty Images

6 FÉVRIER 2024 23H16 CET
PAR GREGORIO SORGI

BRUXELLES — L'encre est à peine sèche sur l'accord de l'UE visant à envoyer 50 milliards d'euros à l'Ukraine. Cela ressemble déjà à de la nourriture pour poulets.

Alors que les besoins financiers du pays augmentent de jour en jour alors que sa guerre insoluble avec la Russie s’étend sur une troisième année, l’Occident – et l’Europe en particulier – est confronté à la vérité inconfortable : il va devoir payer bien plus encore.

L’UE pensait qu’elle pouvait au moins compter sur les États-Unis pour apporter une contribution substantielle afin de maintenir l’Ukraine sous assistance respiratoire. Mais l’incapacité du président Joe Biden à faire adopter par le Congrès un programme d’aide militaire de 60 milliards de dollars laisse non seulement le pays ravagé par la guerre dans l’impasse, mais constitue peut-être un présage de ce que pourrait apporter une présidence de Donald Trump. Cela ne fait qu'aggraver les craintes dans les cercles européens selon lesquelles le bloc devra assumer l'essentiel des coûts de Kiev.

Alors que les 50 milliards d'euros de l'UE sont destinés à être déployés jusqu'en 2027, le Fonds monétaire international estime le déficit de financement de l'Ukraine à plus de 40 milliards de dollars pour cette seule année.

Pour Kiev, l’un des risques les plus importants est qu’un déficit d’aide risque de l’entraîner sur la voie inflationniste et d’imprimer d’importantes sommes d’argent frais.

Bonne direction

L'accord avec l'UE de la semaine dernière, la deuxième tentative après que le Premier ministre hongrois Viktor Orbán ait bloqué l'accord en décembre, a été célébré comme une approbation, finalement, de l'engagement du bloc envers son voisin. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, l’a salué comme « ce que signifie rester aux côtés de l’Ukraine aussi longtemps qu’il le faudra ».

Le soulagement des dirigeants après leur sommet de Bruxelles était palpable. Mais les responsables reconnaissent que personne ne fait sauter les bouchons de champagne. Ce n'est rien d'autre qu'un « pas dans la bonne direction », a déclaré à POLITICO Gabrielius Landsbergis, le ministre des Affaires étrangères de la Lituanie, qui borde l'enclave russe de Kaliningrad.

Les 50 milliards d'euros de l'UE proviennent de son budget central, et même si cela n'a guère d'impact sur les 1 074 milliards d'euros que le bloc a dans ses coffres sur une période de sept ans, trouver des liquidités disponibles dans une cagnotte destinée à tout, des subventions aux agriculteurs à la construction routes, est notoirement difficile.

« Tout le monde se rend compte que 50 milliards d'euros, ce n'est pas suffisant », a déclaré Johan Van Overtveldt, un conservateur belge qui préside la commission du budget du Parlement européen. « L’Europe réalise qu’elle doit intensifier ses efforts. » Et par là, il entend trouver de l’argent ailleurs.

Selon les estimations de la Banque mondiale, les besoins à long terme de l'Ukraine en matière de reconstruction s'élèvent à 411 milliards de dollars.

L'histoire regarde

Mardi, Biden a imputé à Trump l'échec d'un projet de loi bipartite prévoyant des fonds pour l'Ukraine, au milieu d'accusations selon lesquelles les républicains cédaient aux pressions de l'ancien président.

« L’histoire regarde », a déclaré Biden mardi dans un discours à la Maison Blanche. C’est « exactement ce que [le président russe Vladimir] Poutine veut ».

Biden a ajouté que Trump, le favori pour l'investiture républicaine aux élections américaines de cette année, n'avait « rien fait du tout, sinon tendre la main aux républicains de la Chambre et du Sénat, les menacer et tenter de les intimider pour qu'ils votent contre cette proposition ».

Biden a blâmé Trump pour l'échec d'un projet de loi bipartisan prévoyant de l'argent pour l'Ukraine | Drew Angerer via Getty Images

Même si la législation, qui s'accompagne de lois sur l'immigration plus strictes et d'un financement pour Israël et Taiwan, n'est pas encore complètement coulée – un premier vote est prévu mercredi – les signes indiquent qu'elle échouera. Il s'agit probablement de la dernière occasion pour l'administration Biden d'approuver le financement de Kiev avant que les États-Unis ne se rendent aux urnes en novembre.

« L'année 2025 est très incertaine pour l'Ukraine », a déclaré Svitlana Taran, du groupe de réflexion European Policy Centre à Bruxelles. « Surtout avec les élections américaines » si elles aboutissent à une victoire de Trump.

Autonome

À Bruxelles et dans les capitales nationales les plus importantes d'Europe, la réflexion se tourne désormais vers d'autres moyens de rassembler de l'argent. Il est admis qu'à un moment donné, Kiev devra peut-être apprendre à voler de ses propres ailes, a déclaré Matteo Patrone, un haut responsable travaillant sur l'Ukraine pour la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), un prêteur public.

« L'Ukraine doit devenir plus autonome à l'avenir car elle ne peut pas continuer à financer la moitié de son budget par des financements extérieurs », a-t-il déclaré.

L'un des plans envisagés par les États-Unis et d'autres pays pour réunir ces liquidités consisterait à confisquer des actifs d'une valeur de plus de 200 milliards d'euros qui ont été gelés principalement dans l'UE depuis l'invasion de Poutine.

Selon ses partisans, cette voie offrirait des garanties à long terme à l'Ukraine car, contrairement aux contributions du budget de l'UE, elle ne nécessite pas l'unanimité des 27 pays du bloc pour avancer.

Mais il se heurte à des difficultés. Les trois plus grands pays du bloc – l'Allemagne, la France et l'Italie – s'y opposent déjà parce qu'ils s'inquiètent des conséquences juridiques et financières, notamment en effrayant les investisseurs de la zone euro, et du fait que cela inciterait Poutine à riposter par des cyberattaques .

Le groupe des pays industrialisés du G7 envisage une proposition plus douce visant à utiliser ces actifs comme garantie pour des prêts bancaires susceptibles de financer la reconstruction de l'Ukraine, selon des responsables impliqués dans la procédure.

Van Overtveldt, le législateur belge, soutient ce projet. Cela permettrait à l'UE de distribuer immédiatement de l'argent frais à l'Ukraine, sans détourner les ressources des priorités nationales, a-t-il déclaré.

Si ce plan porte ses fruits, « alors la réalité est que l'armée ukrainienne tire sur l'armée russe avec des munitions que M. Poutine paie », a-t-il déclaré.

Chaos financier

Kiev dépend des prêts et subventions occidentaux pour couvrir les dépenses sociales essentielles, telles que les salaires des fonctionnaires et du personnel médical et éducatif.

Bruxelles et Washington ont été les plus grands bailleurs de fonds de l'Ukraine, ayant chacun distribué 27,5 et 22,9 milliards d'euros entre le début de l'invasion du Kremlin le 24 février 2022 et la fin de l'année dernière.

Cette année, le financement prévu semble suffisant. Mais le montant que l'UE accordera à l'Ukraine d'ici 2027 pourrait diminuer chaque année.

Kiev s'appuie sur les prêts et subventions occidentaux pour couvrir ses dépenses sociales essentielles | Dimitar Dilkoff/AFP via Getty Images

Les organismes financiers internationaux ont tiré la sonnette d'alarme : un arrêt du soutien occidental à l'Ukraine serait un désastre pour ce pays déchiré par la guerre.

Odile Renaud-Basso, la directrice de la BERD, a déclaré qu'il existait « un risque réel » que l'effondrement du soutien étranger à Kiev puisse entraîner une flambée de l'inflation.

Gavin Gray, chef de mission du FMI en Ukraine, a averti à plusieurs reprises les alliés occidentaux que le débranchement de l'Ukraine déclencherait un chaos financier.

Mais la politique européenne est difficile. Le commissaire européen au Budget, Johannes Hahn, a déclaré aux journalistes en décembre qu'« une majorité d'États membres ont également été très clairs lors de différentes discussions sur le fait que « des accords visant à financer l'Ukraine qui n'étaient pas couplés à des accords sur les dépenses européennes dans d'autres domaines » ne seraient pas non plus acceptables. "

Lors des négociations en décembre, les chefs de gouvernement, dont les dirigeants français et italiens Emmanuel Macron et Giorgia Meloni, ont insisté sur le fait que le soutien à l'Ukraine ne pouvait être séparé d'un financement supplémentaire pour des priorités nationales telles que la migration, selon plusieurs responsables européens.

La politique est compliquée et semée d'embûches – que Trump finisse ou non à la Maison Blanche l'année prochaine.

Ces tensions vont rouvrir la plus grande ligne de fracture de toutes au sein de l'UE : entre ceux qui soutiennent que la Russie doit être vaincue et ceux qui veulent mettre fin à la guerre, même sans victoire ukrainienne. Pour l'instant, ce dernier camp n'est qu'un murmure dans les couloirs du pouvoir, mais leurs voix sont appelées à s'accentuer à mesure que les factures augmentent.